L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967)

Pierre Alphanéry et Yannick Sencébé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8896>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8896

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 24 septembre 2009

Pagination : 23-40

Référence électronique

Pierre Alphanéry et Yannick Sencébé, « L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967) », *Études rurales* [En ligne], 183 | 2009, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 07 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8896> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8896

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_183&ID_ARTICLE=ETRU_183_0023

L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967)

par Pierre ALPHANDÉRY et Yannick SENCÉBÉ

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2009/1 - n° 183

ISSN 0014-2182 | ISBN 9782713222061 | pages 23 à 40

Pour citer cet article :

— Alphandéry P. et Sencébé Y., L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967), Études rurales 2009/1, n° 183, p. 23-40.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'ÉMERGENCE DE LA SOCIOLOGIE RURALE EN FRANCE (1945-1967)

Pierre Alphanéry et Yannick Sencébé

APRÈS 1945, EN FRANCE, s'élaborent peu à peu les concepts et méthodes qui permettront de construire un domaine d'investigation spécifique que l'on appellera « la sociologie rurale ». L'émergence de ce champ disciplinaire doit être resituée dans le contexte politique, économique et social de l'époque. Le terreau qui assure la croissance de la sociologie rurale au lendemain de la guerre est nourri du besoin de connaissances qu'exigent la planification et l'élaboration des politiques de modernisation, agricoles et rurales.

On peut faire l'hypothèse que l'apparition et la légitimation de la sociologie rurale sont liées aux transformations que connaissent alors les campagnes et aux nombreux débats qui en découlent. Cette sociologie se veut proche du terrain, assume une visée normative en se voulant au service du progrès et délibérément tournée vers l'action. Elle définit et découpe son objet, « le rural », en fonction des questions qui se présentent, sans pour autant se désintéresser des aspects morphologiques qui caractérisent cet objet. Elle se rattache étroitement aux sciences humaines (histoire, géographie, ethnologie) qui occupaient déjà, durant

l'entre-deux-guerres, un terrain qui n'était pas encore qualifié de « rural ». On verra que la sociologie rurale française a su assimiler les apports de ces autres disciplines, qu'ils viennent de France ou d'ailleurs [Stahl 2005].

Nous traiterons ici de la période 1945-1967, qui va de la reconstruction d'après-guerre à la publication de *La fin des paysans* d'Henri Mendras, ouvrage qui marque un aboutissement dans la constitution du corpus de la sociologie rurale [1967].

Nous distinguerons deux phases successives. La première correspond à l'émergence de ce champ disciplinaire né du volontarisme modernisateur d'après-guerre et de logiques académiques encore largement inscrites dans la division ville/campagne chère aux agrariens et à la III^e République [Barral 1968]. La seconde phase voit la sociologie rurale, gagnée par les approches culturalistes, élargir ses perspectives en s'investissant, aux côtés de l'ethnologie et de la géographie, dans le travail d'inventaire des sociétés rurales, avec pour objectif d'en construire une typologie et d'analyser les modalités du changement social [Cefaï 2003].

Cet intérêt pour le local, coexistant avec une conception évolutionniste, est la marque de fabrique de la sociologie rurale. On peut y voir une posture contradictoire ou, au contraire, une tension bénéfique permettant de penser ruptures et continuités, diversité et homogénéité, local et global. Ce faisant, la sociologie rurale s'inscrit dans l'histoire plus générale de la discipline. En effet, dans un ouvrage devenu classique, *La tradition sociologique*, Robert Nisbet montre que les principaux concepts de la sociologie ont été construits en réaction à

l'effondrement des structures sociales traditionnelles [1984]. La sociologie rurale semble suivre le même chemin, en faisant des « communautés » et des « sociétés » paysannes un point essentiel de sa réflexion durant les deux décennies d'après-guerre, au moment même où ces structures sont vouées à disparaître.

Les débuts de la sociologie rurale

SCIENCES HUMAINES, MODERNISATION ET RURALITÉ

On peut d'abord se demander pourquoi la sociologie rurale n'apparaît en France qu'après la Deuxième Guerre mondiale, l'histoire, l'économie, l'ethnologie et la géographie existant déjà durant l'entre-deux-guerres, voire avant. L'une des raisons en est que les campagnes passent alors pour être un monde immobile, qui n'intéresse pas une sociologie classique essentiellement tournée vers la dynamique de la modernité identifiée aux villes ou à l'industrie [Touraine 1984]. Une autre raison en est que la sociologie a décliné en France depuis 1918. En 1945, il n'y a que quatre postes de Professeur des universités (dont ceux de Georges Gurvitch et de Georges Friedmann). On trouve aussi quelques sociologues à la V^e section de l'École pratique des hautes études (EPHE), mais c'est surtout à l'Institut d'études politiques (IEP) qu'est dispensé un enseignement « tourné vers le monde moderne » [Chapoulie 1991 : 325]. Se lancer dans cette carrière représente un pari audacieux car il n'y a ni licence ni agrégation, donc pas de débouchés dans l'enseignement, peu de chaires d'université, et donc peu de postes d'assistants.

Dès 1946 apparaissent pourtant de nouvelles institutions. Cette année-là sont fondés les *Cahiers internationaux de sociologie*, sous la direction de Gurvitch, lequel est aussi à l'origine du Centre d'études sociologiques (CES), première structure du CNRS proprement sociologique¹. D'abord faible, le rythme du recrutement s'accélère : on atteint les 40 chercheurs en 1955. Ces « pionniers » sont issus de diverses sciences humaines et se forment à la sociologie sur le terrain. Souvent, leurs trajectoires et leurs engagements les ont fait passer par la Résistance. L'influence de l'École durkheimienne régresse au profit du marxisme et de la sociologie empirique, très vivante aux États-Unis, pays qui, par le biais de financements, entretient des contacts privilégiés avec la France. Ainsi Henri Mendras va-t-il parfaire sa formation outre-Atlantique en menant des enquêtes dans un canton mormon de l'Utah.

En 1949, une équipe de sociologie rurale se forme au CES, d'abord dirigée par Henri Lefebvre, puis par Henri Mendras. Deux nouvelles chaires de sociologie sont créées en 1955 et 1956, auxquelles sont élus Raymond Aron et Jean Stoetzel. Ce dernier incarne la figure de nombreux sociologues de l'immédiat après-guerre, attirés par la sociologie empirique américaine et qui se situent entre l'ingénierie sociale et l'académisme [Stankiewicz 2008]. En 1958, la création d'une licence universitaire marque une nouvelle étape et

1. « Celui-ci se présente comme un lieu où s'est construit progressivement le métier de sociologue, avec une pratique de terrain, des méthodes et des techniques modernes de recherche. » [Vannier 2000 : 144]

distend les liens avec la philosophie, discipline à laquelle était habituellement rattachée la sociologie.

Mais plus qu'à travers cette institutionnalisation, c'est dans sa capacité à accompagner un point de vue modernisateur sur l'agriculture que la sociologie rurale trouve toute sa légitimité.

L'une des pièces maîtresses de la transformation de l'agriculture est le Plan, grand consommateur d'études sociologiques. De 1946 à 1949, les documents qui émanent de ses commissions, auxquelles participent les forces vives de la Nation, dessinent un véritable point de vue de l'État. La France entreprend sa reconstruction et vit à l'heure de la pénurie alimentaire. Aussi le premier Plan est-il marqué du sceau de l'urgence : l'effort productif doit permettre de retrouver au plus vite le niveau d'avant-guerre et d'exporter pour se procurer des devises. Plus fondamentalement, dans la perspective planiste, la modernisation de l'agriculture est liée à la recherche d'une société assurant aux plus pauvres des conditions de vie décentes. La rationalisation technico-économique de l'agriculture est prônée ici au nom de la solidarité entre toutes les catégories sociales en fonction d'un projet discuté par tous dans le cadre du Plan : c'est en ce sens que l'on peut parler de « productivisme démocratique ».

Des ingénieurs agricoles (parmi lesquels René Dumont), des économistes, des géographes et des sociologues, chargés de mission au Commissariat général au plan (CGP), organisent et coordonnent le travail des commissions agricoles. Ils sont persuadés de la nécessité d'une révolution technique dans

l'agriculture française, dont les modèles viennent des États-Unis, de la Hollande et du Danemark. L'objectif, maintes fois rappelé, est d'en finir avec la tradition et l'autarcie paysanne :

Avant la guerre, la répartition des cultures dans les exploitations était le plus souvent le résultat d'une longue tradition. Pendant la guerre, chaque exploitant a eu naturellement tendance à réaliser une certaine autarcie pour assurer ses besoins familiaux. Il importe maintenant de retourner complètement cette tendance afin de réaliser l'utilisation la plus avantageuse possible des richesses du sol, compte tenu des conditions économiques générales².

Cette idée trouve un écho auprès d'organisations chrétiennes du monde rural, telle la Jeunesse agricole catholique (JAC). Dans la même perspective, c'est René Dumont qui rédige la préface de *Motorisation et avenir rural*, livre programmatique de René Colson, figure emblématique de la JAC de 1942 à 1951. En 1950, la 37^e session des Semaines sociales de France réunit des chrétiens du monde rural et des planistes autour du thème « Le monde rural dans l'économie moderne ». Charles Flory, président du mouvement organisateur, évoque d'abord, dans sa leçon d'ouverture, « l'unité profonde » du monde rural qui « offre des traits communs à toutes les époques et à tous les continents »³. Parmi ces traits,

2. Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement, *Rapport général sur le premier Plan de modernisation et d'équipement*, Paris, novembre 1946, p. 167.

3. Actes de la 37^e session des Semaines sociales de France, Nantes, 1950, p. 16.

on peut retenir l'intimité avec la nature et le fait que le paysan « est aux prises avec du vivant et reste asservi à ses lois ». Plus loin, il poursuit :

Notre position sera nette et un seul argument suffirait à la justifier : la modernisation est inévitable. Pourquoi s'attarder en de vains regrets ? Mais le problème mérite d'être abordé au fond. Une certaine forme de civilisation paysanne appartient au passé. Il en est d'autres possibles qui, loin d'être nécessairement inférieures, marqueront peut-être un progrès⁴.

L'évocation, par Charles Flory, de la « civilisation paysanne » préfigure ce que Mendras appellera la « société paysanne ». Tout comme les planistes, le président des Semaines sociales prévoit, sans déplaisir, la disparition de cette société au terme d'une analyse où il oppose « ville » et « campagne », la seconde s'adaptant, avec ses caractéristiques, aux impulsions de la première :

Que les pays y perdent en couleur locale, c'est malheureusement certain, et il faut conserver précieusement les vestiges d'un passé savoureux. Mais la campagne peut sauver son âme sans rester engoncée dans un passé périmé⁵.

Pour étayer son discours, Flory s'appuie sur des textes d'experts du Plan, comme Pierre Coutin, économiste et géographe d'origine paysanne, collaborateur de la revue *L'Année sociologique*. Ainsi, les connaissances élaborées par les sciences humaines à propos des campagnes françaises sont débattues dans des cercles variés (universitaires, chercheurs, experts et praticiens) et sont souvent mobilisées pour l'action.

Une partie des sciences humaines s'est enrôlée dans ce qui était perçu comme un combat pour le progrès. En témoignent ces lignes écrites en 1948 par le géographe Daniel Faucher :

Il y a un état d'esprit, un comportement spécifiquement paysan, qui ne relève pas seulement de l'ignorance, d'une sorte d'insuffisance de développement intellectuel et de savoir, qui est au contraire lié en quelque sorte à la vie paysanne, aux modes et au but du travail paysan [...] Le système est clos, l'intelligence paysanne est close, tout y devient tradition, c'est-à-dire routine. Tous les systèmes agricoles sont néanmoins susceptibles de subir des modifications. Ils sont attaqués du dehors, et les chocs qu'ils reçoivent peuvent aboutir à leur destruction [1948 : 93].

La radicalité des propos de cet universitaire, largement reconnu par ses pairs et futur fondateur d'*Études rurales*, est représentative de bien d'autres textes stigmatisant la mentalité du paysan français, en particulier sa fermeture au monde extérieur. Cette vision essentialiste enferme les paysans dans un cadre binaire : soit entrer dans la modernité au prix d'une rupture avec la tradition ; soit se maintenir dans un monde clos et immobile, au prix d'une disparition programmée. L'expérience de la guerre et la persistance du rationnement alimentaire jusqu'en 1949 conduisent, en effet, beaucoup de chercheurs et praticiens à interioriser la nécessité de moderniser le pays

4. *Ibid.*, p. 21.

5. *Ibid.*, p. 25.

pour mettre fin à la fragilité structurelle de l'approvisionnement.

Survvalorisés après la guerre de 1914, les paysans français voient leur image dévalorisée sous la IV^e République, comme si une partie de l'effondrement de 1940 leur était imputable. Les sciences humaines ruralistes sont mobilisées après 1945 pour étudier les modalités du changement qui consacrera le passage du paysan à l'agriculteur, changement alors considéré comme la condition nécessaire à une France moderne. Bientôt, de nombreux économistes estimeront que le pourcentage élevé des agriculteurs dans la population active constitue l'indice d'un développement insuffisant de la société française. Ce contexte pèse sur les sciences sociales, et, pour éclairer la décision publique, certains chercheurs vont étudier les structures sociales et les comportements paysans afin de saisir « les freins ou les résistances au changement ».

Comment convaincre la grande masse des agriculteurs de la justesse de ce projet planiste ? Après quelques tentations autoritaires, la Commission de modernisation de l'équipement rural du premier Plan estime que des réalisations pilotes permettront d'emporter une large adhésion. Pour ces planistes en effet :

Il y a un terrain psychologique à préparer par une propagande intelligente, qui fera comprendre aux agriculteurs l'intérêt de la rationalisation de leurs techniques. Il faut établir l'état de réceptivité au microbe « modernisation », que l'on nous passe cette métaphore biologique, en créant des foyers d'infection ⁶.

À l'instigation des institutions publiques et privées, les recherches sur l'innovation vont

se multiplier, contribuant ainsi à l'essor de la psychosociologie et de la sociologie rurale, cette dernière n'ayant toutefois pas encore émergé de façon spécifique.

LES PREMIERS SOCIOLOGUES RURAUX

Arrêtons-nous un instant sur la notion de « rural », catégorie spatiale qui renvoie, d'une part, à une morphologie, d'autre part, à un imaginaire social, dont le contenu varie suivant les époques [Mathieu 1998]. Sous la IV^e République, « le rural » est cette entité prémoderne qu'il faut transformer pour la rendre conforme aux canons du progrès. De ce fait, la notion de « ruralité » apparaît dans les sciences sociales pour penser le passage des sociétés paysannes aux sociétés industrielles, comme le soulignent Catherine et Marc Mormont :

Alors que chaque société paysanne pouvait se vivre comme particulière, la ruralité a créé une image unitaire de toutes celles-ci à partir de la manière dont toutes ces communautés étaient marquées par des processus identiques de dégradation ou de transformation. Les sociétés paysannes ont ainsi été unifiées dans leur différence commune avec le monde moderne [2002 : 288].

La sociologie rurale s'est d'abord construite sur l'opposition ville/campagne, commune aux agrariens et aux planistes. Elle va cependant complexifier cette vision dualiste en s'intéressant durablement aux spécificités des collectivités paysannes tout en analysant leur transformation ou leur dissolution. Henri Lefebvre est sans doute le premier sociologue

6. CGP, septembre 1946, p. 28.

de renom à ne pas avoir enfermé ces collectivités dans un cadre dévalorisant :

Parmi ceux qui, citadins, intellectuels, voire sociologues, traversent l'un de nos villages, découvrent son visage original ou incertain, s'étonnent de sa torpeur ou admirent son « pittoresque », combien savent que ce village ne se réduit pas à un pêle-mêle accidentel d'hommes, de bêtes et de choses, que son examen révèle une organisation complexe, une « structure » ? [1949 : 78]

Dans l'article qu'il publie en 1949, il assigne à la sociologie rurale un objet : « la communauté paysanne », qu'il définit ainsi :

La communauté rurale (ou paysanne) est une forme de groupement social organisant, selon des modalités historiquement déterminées, un ensemble de familles fixées au sol [*ibid.* : 92].

Le travail de Lefebvre caractérise les différentes formes que la communauté paysanne revêt en fonction du milieu naturel dans lequel elle s'enracine, du type de propriété dont elle relève et de la place qu'occupe le marché local. Il explore une grande partie des registres qui seront ceux de la sociologie rurale lorsqu'elle s'intéressera autant à la cohérence des collectivités rurales qu'à leur intégration dans la « société englobante » [Jollivet 1997].

Le colloque « Ville et campagne », organisé par le CES en 1951, peut être considéré comme un acte fondateur de la sociologie rurale tout en étant très pluridisciplinaire (histoire, géographie, économie, sociologie, psychosociologie, démographie, ethnologie). Le sous-titre du colloque, « Civilisation urbaine et civilisation rurale », présente une opposition qui se situe essentiellement au niveau des

formes matérielles des collectivités humaines, autrement dit au niveau d'une morphologie sociale et spatiale assise sur la concordance entre groupes (ou classes), genres de vie et territoires. Ce qu'exprimait Maurice Halbwachs quand il écrivait :

En réalité, il y a une différence fondamentale entre les groupes ruraux, pris dans leur ensemble, et les groupes urbains, qui s'opposent par leur genre de vie comme deux civilisations différentes [cité par Friedmann ed. 1953 : 231].

Georges Friedmann, quant à lui, préfère évoquer, en introduction des actes du colloque, l'opposition entre « milieu technique » (la ville) et « milieu naturel » (la campagne) [1953 : XXI]. En réalité, si les mentalités paysannes et les valeurs rurales reviennent souvent dans les débats, peu de participants nient l'interpénétration des villes et des campagnes. Ainsi, Pierre Coutin reconnaît une distinction entre « classe paysanne », « classe ouvrière » et « classe bourgeoise », tout en montrant comment s'estompé le dualisme entre « ville » et « campagne ». Georges Gurvitch conclut :

L'opposition même de la ville et de la campagne continue d'exister en France, mais elle n'est pas du tout ce qu'elle était au XIX^e ni, à plus forte raison, auparavant, et ce changement mérite une étude sociologique. Voici un exemple de plus de la nécessité du relativisme ou, plus précisément, de l'empirisme dialectique en sociologie [cité par Friedmann ed. 1953 : 150].

Selon Marcel Jollivet [1997], les premiers cours de sociologie rurale ont eu lieu à l'IEP de Paris et ont été confiés à Henri Mendras,

qui dirigera bientôt le Groupe de sociologie rurale (GSR) du Centre d'études sociologiques. Originaire d'un canton rouergat, ce fils de bonne famille se présente lui-même comme « le fils du château », qui fera de son Novis originel son terrain d'enquête une fois installé dans la capitale pour y suivre ses études à l'IEP et à la Faculté des lettres. L'avant-propos de Gabriel Le Bras à l'ouvrage de Mendras [1953] précise que ce dernier effectuera, en 1952, une autre monographie, sur un canton mormon de l'Utah cette fois : Virgin.

Nous avons engagé Henri Mendras à compléter sa formation en Amérique, où notre collègue Banfield (professeur à l'Université de Chicago) confirma sa vocation d'enquêteur rural et, pour trois mois, le fit Mormon.

Mendras, quant à lui, insiste sur son « désir de participer à une enquête sociologique américaine ». Sans que les deux enquêtes aient été pensées au départ sur le mode comparatif, l'ouvrage qui en résulte présente deux monographies, construites sur le même plan (par secteurs d'activité). Tout au long des deux tableaux, Mendras s'attache à montrer l'arriération de Novis et la modernité de Virgin. Cependant, à la fin des années 1950, la réflexion de Mendras s'élargit : le sociologue ne se contente plus d'accompagner la modernisation mais entreprend aussi une analyse structurelle des collectivités paysannes françaises. Le livre qu'il publie en 1959 prend ses distances avec la dévalorisation touchant les paysans tout en reconnaissant que la plupart d'entre eux sont condamnés à disparaître s'ils ne changent pas leurs méthodes. Mendras refuse de reprendre à son compte le thème de

la « routine paysanne », arguant de ce que la réalité atteste le contraire. Il affirme que « bien des valeurs paysannes survivront au milieu qui les a vu naître » [Mendras 1959 : 15].

Selon Mendras, il est urgent d'« entreprendre une sociologie de la France rurale » :

- pour donner aux responsables de la politique agricole des éléments de décision moins fragiles et moins disparates ;
- pour réapprendre aux citadins à apprécier ceux qui les nourrissent ;
- pour aider les paysans à prendre conscience de leur situation et du rôle qu'ils ont à jouer dans la société moderne [*ibid.* : 7].

La sociologie rurale est une recherche générale et appliquée, et le sociologue rural est engagé dans la cité auprès du prince comme auprès du peuple.

La constitution d'un corpus disciplinaire

À partir de la fin des années 1950, la sociologie rurale parvient à une certaine maturité en dépassant le dualisme civilisation urbaine/civilisation rurale et en intégrant une vision plus dynamique du rural, jusqu'alors envisagé en termes de « routine » et de « tradition ». À cette époque se mettent en place les institutions, méthodes et concepts qui vont durablement structurer une sociologie rurale, d'abord focalisée sur la paysannerie puis focalisée sur les collectivités rurales. Pour rendre compte de cette phase d'émergence, nous nous appuyons sur les travaux de Mendras.

La sociologie rurale se réfère aux structures plus qu'aux individus ; elle articule le local et le global, analyse les permanences et les changements, assume des positions normatives et compréhensives, se réclame de la

sociologie générale et se trouve tournée vers l'action. Ce sont ces ambivalences qui font toute sa richesse.

L'INSTITUTIONNALISATION DE LA SOCIOLOGIE RURALE

Dans l'état des lieux qu'il dresse au début des années 1960, Marcel Jollivet souligne l'extrême diversité des organismes dans lesquels est représentée la sociologie rurale [1963]. Elle apparaît comme discipline à part entière au sein du GSR évoqué plus haut. Elle est plus discrète au sein de la Station centrale d'économie et de sociologie rurale de l'INRA, située à Paris, ainsi qu'au Centre d'économie et de sociologie rurales de l'Ouest, situé à Rennes. Toutefois la sociologie rurale est aussi alimentée par les recherches menées dans des structures plus généralistes ou éloignées des études rurales : le Centre d'études économiques de la VI^e section de l'EPHE, l'Institut national des études démographiques (INED), la Fondation nationale des sciences politiques, l'Institut national d'hygiène. Au champ académique s'ajoutent les nombreux organismes de recherche privés qui traitent de sociologie rurale. Cette effervescence est liée à la forte demande de connaissances appliquées au milieu rural dans un contexte porteur de modernisation.

Néanmoins, ce que semble regretter Marcel Jollivet, c'est l'isolement des chercheurs et l'éparpillement des recherches, et ce vingt ans après l'appel lancé par Pierre Coutin en faveur d'un centre coordinateur. Pourtant, ce n'est pas le Centre d'économie et de sociologie rurales de l'INRA qui parviendra à fédérer cette mosaïque. C'est la revue *Études rurales*, née en 1961 au sein de la VI^e section de

l'EPHE, dont les comptes rendus de lecture et les recensements de revues, publiés chaque semestre, ont été de précieux outils pour diffuser et mutualiser les connaissances et recherches accumulées. L'Association européenne de sociologie rurale et sa revue *Sociologia ruralis* avaient ouvert la voie en 1957.

La sociologie rurale s'autonomise donc sans pour autant se détacher du domaine plus large des « études rurales ». Marcel Jollivet précise qu'elle s'identifie à une branche de la sociologie générale, sans théorie ni méthode spécifiques [1963]. Cependant, elle envisage son objet de façon singulière, comme une réalité sociale totale et à une échelle réduite (le local comme miniature du global). En tant que sociologie générale du fait rural, elle appréhende toutes les sphères de l'activité humaine, notamment à travers la monographie.

Les relations entre la sociologie rurale et les autres disciplines relevant des études rurales sont caractérisées par deux tendances principales. D'un côté, la sociologie rurale s'inscrit dans le prolongement de certaines disciplines telles que l'histoire et la géographie agraires. De l'autre, elle intervient en tant que discipline autonome sur des questions qui n'ont fait l'objet d'aucun traitement préalable. Ainsi, le sociologue rural se fait tour à tour historien, géographe, économiste ou psychologue, ce qui l'amène à maîtriser les outils et les méthodes de toutes ces disciplines.

LES « COMMUNAUTÉS RURALES » : SPÉCIFICITÉ DU RURAL OU DE LA SOCIOLOGIE RURALE ?

L'étude des « communautés rurales » constitue le socle de la sociologie rurale. Ces communautés sont envisagées à la fois comme des

lieux d'observation du changement social et comme des structures profondes et durables de ce qui constitue le fait rural. Ce statut central accordé aux communautés rurales ou, dans la version mendrassienne, à la « société paysanne », alimente d'ailleurs, dans les débats des années 1980, des réflexions critiques portant sur l'épuisement de la notion de « société rurale »⁷ et sur l'idée que la sociologie rurale n'a pas su prendre ses distances avec son objet pour devenir une « sociologie du rural » [Bodson 1989]. Mais des critiques symétriques sont également formulées, qui reprochent à la théorie de Mendras son caractère évolutionniste. En somme, ces débats semblent converger vers la question suivante : ces communautés sont-elles une spécificité du rural ou manifestent-elles l'existence de caractéristiques propres à la sociologie rurale ? Notre objectif n'est évidemment pas de répondre à cette question de façon tranchée. C'est de rendre compte, en revenant sur les textes et leur contexte, de la manière dont la sociologie rurale a abordé ces questions, récurrentes dans les sciences humaines, en tentant d'analyser le changement dans le monde rural tout en étant partie prenante de ce changement.

Vis-à-vis de leur objet, les sociologues ruraux se font autant observateurs qu'agents du changement, avec une conscience presque douloureuse des problèmes engendrés par la modernisation et de leur part de responsabilité dans les réponses à y apporter. Ainsi Mendras soulève une question, nouvelle pour l'époque, celle de la posture du scientifique :

Comment leur dire que la civilisation urbaine et technique, aujourd'hui dominante, est fondée sur des principes qui

leur sont étrangers, et qu'ils doivent renoncer à leur philosophie de vie s'ils veulent prendre leur place ? [...] Le sort de 1 million de petites fermes appelées « marginales » par les économistes est l'enjeu de cet affrontement. Faut-il sacrifier les familles qui les peuplent au mieux-être de la nation ou recèlent-elles des valeurs éternelles, un idéal et une sagesse humaine que toute civilisation doit respecter et faire vivre à tout prix ? [Mendras 1959 : 19]

Marquée par la modernisation de l'agriculture, la sociologie rurale mendrassienne s'essaie à concilier l'éthique de la conviction et celle de la responsabilité tout en donnant sa place à une compréhension très weberienne du sens visé par les acteurs et de leurs valeurs. Quant aux conséquences inéluctables du processus de rationalisation à l'œuvre dans la société française, elles sont décrites comme prévisibles (position évolutionniste), au prix de la disparition des valeurs d'une civilisation paysanne dominée par la ville (position culturaliste). Le fond et la forme du texte de Mendras, reproduit ci-dessus, évoquent les développements de Max Weber sur la rationalisation :

Le destin de notre époque, caractérisée par la rationalisation, l'intellectualisation et surtout le désenchantement du monde, a conduit les humains à bannir les valeurs suprêmes les plus sublimes de la vie publique [1998 : 120].

Sur le plan théorique, l'ouvrage de Mendras contribue à rendre visible la sociologie rurale

7. P. Maclouf, « Les sociétés rurales aujourd'hui. Transformations d'un objet d'étude », *Bulletin de l'ARF* 41-42 (s.d.), pp. 19-34.

française par son entrée dans la collection « Que sais-je ? » et par le programme qu'il fixe à cette discipline. Le monde rural est envisagé à partir de la notion de « civilisation paysanne », celle-ci étant organisée autour des « communautés » sur lesquelles vont se focaliser les sociologues ruraux. Comme l'écrit Marcel Jollivet :

Les changements techniques et économiques que connaissent de nos jours les campagnes aboutissent à de nouvelles et considérables transformations des communautés rurales ou de ce qui en subsiste [1963 : 9].

La sociologie rurale apparaît alors comme une sociologie du changement, dont les deux objets majeurs, « l'agriculture » et « les collectivités locales », sont étroitement liés. Et les recherches qui se développent pour saisir le changement social vont contribuer à la mise au point d'outils (monographie et comparatisme) et de concepts (« l'interconnaissance » et « la société paysanne »), qui vont nourrir la thèse d'une spécificité du rural et donner à la discipline une véritable assise.

Société paysanne et changement

À partir de la seconde moitié des années 1950, la France connaît une dynamique de modernisation qui touche particulièrement l'agriculture, dont Mendras évoque les « progrès révolutionnaires » [1959]. Les campagnes deviennent un terrain d'observation irremplaçable sur lequel « la capacité d'intervention sociale des agriculteurs et la rapidité des transformations laissent l'observateur toujours en retard sur l'événement » [Mendras 1967 : 19]. Ce « grand récit » de la modernisation rapproche

la sociologie rurale d'une démarche socio-anthropologique en ce sens qu'elle aborde le changement à l'échelle, et des collectivités rurales et de la société globale.

Chez Mendras, ces collectivités se caractérisent essentiellement par leur dimension agraire, et le paysan est historiquement défini par opposition au citadin. Ce n'est qu'avec la naissance de la ville que le paysan prend conscience de sa singularité. L'influence de la ville est économique, mais elle est aussi intellectuelle et culturelle : c'est de là que viennent tous les changements dans les pratiques et les valeurs. La campagne, elle, n'invente pas : elle adapte (on voit ici la proximité avec l'ethnologie considérant le rural comme le lieu de la tradition). Toute impulsion en faveur du changement vient de la ville. Fondamentalement différent de l'urbain du point de vue culturel, le rural est néanmoins amené à évoluer avec la ville.

Les conséquences sociales et économiques de la modernisation, qu'elles soient positives ou négatives, sont, selon Mendras, inévitables : plutôt que de les craindre ou les encenser, mieux vaut les étudier objectivement. Le sociologue développe alors un programme qui assigne à la sociologie rurale l'étude du changement et de l'innovation, avec un regard assez proche de l'humanisme technique qui caractérisait alors la JAC. Le discours de Charles Flory à l'occasion des Semaines sociales de Nantes (évoqué plus haut) contient les grandes lignes de ce programme. Le progrès technique est inévitable pour des raisons morales, économiques et sociales, et une génération d'agriculteurs, débarrassée de son complexe d'infériorité, aspire à se moderniser

sans appréhension aucune. À condition de ne pas s'engager individuellement mais de privilégier les structures coopératives et mutualistes, et de considérer le progrès comme un service rendu à la société, que ce soit dans sa composante rurale ou dans sa composante urbaine. Mendras donne ainsi pour tâche à la sociologie rurale d'éclairer les paysans qui se révoltent contre l'injustice et les disparités de revenus avec le reste de la population.

Soulignons cependant l'évolution de la pensée de Mendras entre la publication de son ouvrage de jeunesse *Études de sociologie rurale* [1953] et le « Que sais-je ? » de 1959. Le changement y est toujours présenté comme nécessaire et souhaitable, mais les modalités et les conséquences de ce changement sont davantage prises en compte dans le second ouvrage. C'est là tout l'objet du chapitre concernant « la diversité française », où, prenant appui sur l'histoire (Marc Bloch et ses trois régimes agraires) et sur la géographie (Albert Demangeon et ses quatre types d'habitat), Mendras s'attache à rendre compte de la capacité des communautés rurales à s'adapter aux conditions du temps et de l'espace et à inventer des cultures particulières. Mais, dans le même temps, pour lui, l'influence urbaine et le changement semblent fonctionner comme une « colonisation nécessaire » des collectivités rurales par le progrès économique et social. D'où l'intérêt de l'étude des sociétés paysannes et des principes d'organisation de l'exploitation familiale de polyculture. Appelée à disparaître, cette forme d'exploitation révèle en creux la logique d'une société dans laquelle elle n'a plus sa place :

Ni la division du travail, ni la séparation de la production et de la consommation, ni celle de la vie économique et de la vie familiale n'existent dans l'agriculture traditionnelle [Mendras 1967 : 96].

...
33

Dès 1967 apparaissent les grandes lignes du modèle de la « société paysanne », qui fera l'objet de nombreuses controverses à l'intérieur et à l'extérieur du GSR durant les années 1970. Mendras avait élaboré cet idéaltype à l'image de celui de la « société industrielle », constitué en 1955 par Raymond Aron. Mais, une trentaine d'années plus tard, il insiste sur l'importance du contexte pour expliquer sa démarche, en l'occurrence le questionnement qui s'exprimait, dans les années 1960-1970, sur le type d'agriculture souhaitable [2000]. Ce qui éclaire l'une des originalités de la sociologie rurale : élaborer une théorie de la paysannerie au moment même où l'on annonce sa disparition en Europe. Tout s'est passé, explique Mendras, comme s'il avait fallu construire, au cours des années 1960, un « modèle de la paysannerie » pour penser ce qui allait suivre [*ibid.* : 540].

Les changements majeurs annoncés dans *La fin des paysans* ne signifient nullement la disparition de toute spécificité dans les collectivités rurales contemporaines, encore largement empreintes des pratiques et valeurs des sociétés paysannes, et qui préfigurent une altérité au monde urbain et industriel face au processus d'homogénéisation des espaces et des modes de vie.

Mendras va ainsi se fixer comme programme de rendre compte de l'apport original de chaque collectivité locale.

Entre culturalisme et évolutionnisme

En 1964, la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (DGRST) et la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) confient au GSR de Mendras l'inventaire des collectivités rurales françaises en vue de réaliser un atlas sociologique de la France rurale. L'atlas doit montrer la diversité à l'échelle des cantons et servir de base à des enquêtes approfondies sur un certain nombre de cas typiques. On retrouve le double objectif que s'est fixé la sociologie rurale. Premièrement, la connaissance doit servir l'action. Il s'agit de dégager un fond de carte sociologique, dont on estime qu'il sera « fort précieux pour la planification économique au moment où l'on se préoccupe de la "régionaliser" »⁸. Deuxièmement, il s'agit de constituer une connaissance globale : l'inventaire est censé nourrir une « élaboration théorique plus générale d'où sortiront sans nul doute des conclusions neuves pour la théorie sociologique en général » [*ibid.* : 198]. Conformément aux préoccupations de Mendras, le changement social s'observe à travers les structures que représentent les collectivités locales.

Sur le plan méthodologique, les études rurales en France relevaient, jusqu'au début des années 1950, de la monographie régionale (tradition géographique) ou de l'enquête par questionnaire avec cartographie, comme chez les folkloristes de l'entre-deux-guerres [van Gennep 1992]. La monographie de village y était encore un genre mineur, alors qu'aux États-Unis elle avait acquis sa légitimité, notamment grâce aux travaux de Robert

Redfield. Ces derniers vont inspirer la sociologie rurale française, à la fois dans sa vocation comparative et dans le fait de traiter la communauté comme un groupe social restreint⁹. Ainsi, par rapport aux monographies de l'entre-deux-guerres développées dans le cadre des études folkloristes, les monographies des communautés rurales marquent une inflexion. Il ne s'agit plus de dresser le tableau archétypal du village et du paysan de France en croisant les regards [Dauzat 1941], mais de faire le portrait d'un groupe social « primaire » dans une localité précise (la commune, la paroisse, le canton).

Robert Redfield mais aussi Marcel Maget vont, à la même époque, s'employer à repérer les caractéristiques structurelles d'une collectivité de format restreint. Attardons-nous un instant sur le concept d'« interconnaissance », qui a très durablement marqué la sociologie rurale. Mendras explicite ainsi cette notion clé empruntée à Maget :

J'entends par « interconnaissance » le fait que, dans une collectivité, chaque membre connaisse parfaitement bien tous les autres membres, sous tous les aspects de leur personnalité sociale et individuelle [...] Tout le monde étant sans cesse sous le regard d'autrui, la régulation sociale n'a pas besoin d'être médiatisée par les institutions. Elle s'effectue directement au cours des rapports interpersonnels [1974 : 29].

8. « Sociétés rurales françaises : inventaire typologique et étude de changements sociaux », *Revue de sociologie française* 5 (2), p. 194.

9. Voir l'article de Christian Deverre dans ce numéro.

Ethnologue de formation, Marcel Maget est en effet le premier à avoir lié la monographie à l'interconnaissance propre aux communautés rurales. Il distingue ainsi l'interconnaissance spécifiquement rurale de l'interconnaissance urbaine, « dispersée » au sein d'une agglomération (équipe de travail, de sport, réseau de relations sans base territoriale). L'interconnaissance rurale est, quant à elle, structurée par le groupe « dispersant » qu'est le village du fait que toutes les « étoiles d'interconnaissance » s'y recoupent et que la complexité et la densité des relations y sont poussées à l'extrême. La méthode monographique, qui vise à dégager l'ensemble des traits structurels d'un groupe social, n'est possible, d'après l'auteur, que dans le cas du village, dans la mesure où l'interconnaissance y est exhaustive et symétrique, totale et immédiate. Dans cette perspective, le groupe villageois constitue une approximation du groupe primaire :

Le village fournit l'image approchée d'un groupe primaire où se trouve incluse la vie entière de la plupart de ses membres, et dont les rapports avec le milieu ambiant sont plus facilement définissables à la faveur d'une discontinuité spatiale plus tranchée [1955 : 79].

Mais Maget fixe à la méthode une limite importante, qui ne sera pas reprise par la suite :

La monographie comme méthode d'enquête et d'analyse n'est reliée que conjoncturellement à une inscription territoriale. Le village est un cadre de recherche : ce n'est ni un objet d'étude en soi, ni une communauté [*ibid.* : 83].

Et Maget de conclure que cette situation psychosociale d'interconnaissance est amenée

à changer du fait des mutations en cours (ouverture des marchés, modernisation de l'agriculture, développement des transports et télécommunications).

Pourtant, les études monographiques vont continuer à se généraliser dans les grandes enquêtes sociologiques du GSR, et ce dans une démarche qui place la sociologie rurale entre culturalisme et évolutionnisme. Avec pour parti pris de « traiter chaque collectivité locale comme une totalité, de l'analyser comme un système social ayant sa structure et ses mécanismes de fonctionnement, et d'étudier les changements qui s'y font jour sous l'influence de la société nationale englobante » [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 14]. Derrière ce parti pris se cache l'idée que les collectivités rurales connaissent encore des formes spécifiques d'intégration de leurs habitants, léguées par l'histoire. Autrement dit, l'entrée rapide dans la société industrielle de collectivités paysannes qui avaient conservé, en France plus qu'ailleurs, leurs caractéristiques « offre un champ de recherche, dont l'ampleur et la totalité défient le sociologue » [*ibid.* : 10].

Dans la conclusion de *La fin des paysans*, Mendras évoque l'émergence de nouvelles collectivités rurales qui ne ressembleront que très partiellement à celles régies par l'autonomie relative qui caractérisait la société paysanne :

[Le village] s'ouvre désormais sur la société globale et la civilisation de masse. Les relations sociales ne sont plus uniquement personnelles, d'homme à homme ; les rapports fonctionnels se multiplient et les institutions se désincarnent [...] Cependant, croire que la société et la personnalité rurales seront demain les mêmes que celles des

grandes métropoles serait une illusion simpliste. Chaque société rurale « se modernise » selon son génie tout en acquérant des traits communs qui oblitérent les anciennes originalités. Le chemin à parcourir et les mécanismes mis en jeu sont aussi instructifs que l'image commune vers laquelle elles tendent [1967 : 293-294].

Cette citation, un brin mystérieuse, éclaire d'un jour particulier l'une des principales questions portées par la sociologie rurale du GSR, celle de l'articulation de structures historiques constituées par la sédimentation des valeurs issues des collectivités paysannes et des formes locales et globales du changement.

Quoi qu'il en soit, la démarche monographique a été celle de nombreux chercheurs, ruralistes ou non, comme l'illustre le cas de Plozévet. Cette commune a été choisie en 1960 par la DGRST en ce qu'elle était particulièrement représentative de la société paysanne traditionnelle et afin d'avoir une vision pluridisciplinaire la plus complète possible. Sollicité en 1964 par Georges Friedmann pour réaliser une enquête de « sociologie du présent », Edgard Morin s'est attaché à présenter Plozévet comme un village dont la singularité des traits condense les problèmes de la France et, plus largement, de la société contemporaine :

J'ai tenté de faire une enquête à Plozévet qui soit en même temps une enquête en France, non pas en esquivant mais en cherchant ce qui fait l'originalité du visage de Plozévet, et en cherchant simultanément à saisir le mouvement qui métamorphosait ce visage [1967 : 14].

Au terme d'une description minutieuse, qui fait de Plozévet une « synecdoque » de la société française, il conclut que la commune entre dans la civilisation des villes, tout en ajoutant :

La grande intégration et les forces d'homogénéisation extrêmement actives qui sont à l'œuvre n'entraînent nullement la désintégration de tous les héritages du passé, des diversités locales et régionales... [Ibid. : 277]

La pertinence des « collectivités rurales » comme cadre d'analyse a été abondamment mise en cause. On a critiqué le fait que l'étude de la diversité des sociétés rurales et des modalités du changement partait d'une structure, la commune, censée incarner une totalité sociale. Les monographies se seraient ainsi construites en référence à une prétendue cohérence régissant l'ensemble des relations sociales locales. Fascination excessive de sociologues, transformés en archéologues de la paysannerie ? Naïveté entretenue par l'absence d'une théorie du changement organisant les rapports du local et du global ? ¹⁰ Manque de distance des chercheurs vis-à-vis des institutions publiques commanditaires des études sur le changement ?

Les débats, souvent très vifs, qui ont marqué la constitution du corpus de connaissances de la sociologie rurale excèdent notre période d'étude (1945-1967). Nous faisons l'hypothèse que la force ou la brutalité du changement induit par la modernisation a

10. Telle sera la critique formulée par les chercheurs du GSR se réclamant du marxisme. Voir, à ce sujet, le texte de Marcel Jollivet dans ce numéro.

incité des sociologues ruraux, qui, dans les campagnes, au début des années 1950, se comportaient en agents du progrès, à adopter une position plus critique, en écho aux multiples questions que la société se posait sur le devenir du monde rural. L'effacement des paysans par lesquels passait l'essentiel des rapports à la nature a privé de leur histoire une partie des Français, suscitant des réactions diverses.

Cette modernisation radicale, si elle a été bien accueillie par ceux pour qui le monde paysan représentait un passé douloureux, a, au contraire, suscité l'inquiétude de ceux pour qui le monde paysan ne se caractérisait pas par l'archaïsme qu'on lui prêtait. L'idéaltype des sociétés paysannes, forgé par Mendras (« Des tout qui ont leur sens en soi et où l'individu se trouve totalement inclus » [1974 : 29]), bien que largement dépassé, a longtemps marqué les esprits, beaucoup identifiant, aujourd'hui encore, le rural à un espace de convivialité, de cohésion et de solidarité [Alphandéry 2001].

La sociologie rurale a ainsi joué un rôle important dans l'élaboration des représentations du rural, depuis la valorisation du local (années 1970) jusqu'à l'actuelle dynamique de réinvestissement des campagnes, caractérisée par la dépaysement des ruraux et la ruralisation des urbains. À l'inverse, elle a été formatée non seulement par la commande de l'État (en particulier par les aménageurs du territoire) mais aussi par les préoccupations portées par certains groupes sociaux ainsi que par les diverses postures des chercheurs. À travers toutes ces composantes, la sociologie rurale s'est trouvée imprégnée des grandes

questions qu'a posées l'avènement rapide de la modernité. C'est ce que disent les toutes premières lignes du tome 1 des *Collectivités rurales françaises* :

Les sociétés industrielles sont à la recherche d'une civilisation dont elles n'ont encore trouvé ni l'armature de valeurs morales et sociales, ni les formes de sociabilité [Jollivet et Mendras eds. 1971 : 9].

Conclusion

De 1945 à 1967, la sociologie rurale s'est donné pour mission d'accompagner et d'analyser la métamorphose de la paysannerie et des communautés rurales [Mendras 1959]. En cela, elle était assez proche de l'ethnologie et de l'archéologie, qui doivent, dans l'urgence, rassembler et retranscrire les traces d'un passé appelé à disparaître :

Bientôt, il ne restera plus que des vestiges si profondément érodés qu'il sera impossible de comprendre leur signification dans des structures radicalement étrangères [Mendras 1967 : 15].

Mais la sociologie rurale est aussi et surtout « une sociologie de la modernité » en ce qu'elle produit une idée de la société à chaque période historique « afin de donner sens aux pratiques et aux changements » [Martuccelli 1999 : 10]. Mendras a ainsi construit l'idéaltype de la société paysanne tout en décrétant « la fin des paysans » pour penser ce qui allait suivre. De même Lefebvre a-t-il élaboré le concept de « communauté paysanne » pour mieux penser l'étape suivante, à savoir sa dissolution :

La vie paysanne n'a plus rien d'autonome. Elle ne peut plus évoluer selon ses lois distinctes ; elle se relie de multiples façons à l'économie générale, à la vie nationale, à la vie urbaine, à la technologie moderne... Cependant, l'étude de cette riche et complexe réalité se trouve, dans le passé et le présent, sans cesse devant l'existence ou la prolongation d'une formation originale : la « communauté paysanne » [1949 : 99].

Et Lefebvre se demandait si celle-ci ne serait pas capable de renaître « en fonction d'exigences et sur des bases modernes » [*ibid.* : 100].

Le choix effectué par la majorité des sociologues ruraux du début des années 1960 d'étudier, à l'aide de la monographie, le changement social à partir d'un objet privilégié, « les communautés paysannes » ou « les collectivités rurales », sera de plus en plus controversé durant les années 1970.

Ce choix tire sa légitimité de la capacité de cette discipline à aborder la modernité non seulement comme une rupture mais aussi comme un processus qui n'élimine jamais entièrement ce que le passé a stocké ou mis en mémoire [Balandier 1985]. En s'intéressant au changement à partir des structures sociales léguées par l'histoire, les sociologues ruraux infléchissent leur posture évolutionniste initiale et se font plus critiques.

Cette prise de distance avec les « grands récits » de la modernité, souvent ressentie comme ambivalente, caractérisait aussi la sociologie classique, laquelle était constamment décalée par rapport à la modernité sans toutefois la remettre en cause [Martuccelli 1999 : 16].

À la fin des années 1950, la sociologie rurale encore émergente a ainsi anticipé l'évolution de la société de la fin des années 1960, pour laquelle « le rural » ne représente plus l'archaïsme, comme après la guerre, mais une notion attachée à des fonctionnalités et des significations changeant selon le contexte sociopolitique. La catégorie du « rural » qui, depuis l'après-guerre, structure l'intervention des pouvoirs publics en France a fait la preuve de sa pertinence et a été reprise, depuis, par l'Union européenne. Quant au changement du regard sur le monde rural, on peut y voir l'aboutissement de mouvements qui travaillent les sociétés occidentales depuis trois décennies. Raymond Aron signalait que, dans ces mouvements, on aspirait non seulement à l'égalité mais aussi à l'individualité :

Après la croissance de la production, œuvre collective : l'angoisse de la masse « manipulée » ou de la rationalité tyrannique dans lesquelles disparaîtrait la personne « irremplaçable » [1969 : XVI].

Cette critique de la rationalisation sera portée par de nombreux courants pour lesquels « un détour par le passé » est nécessaire pour se construire un avenir [Löwy et Sayre 1992 : 302]. Elle se traduira, dans le domaine de la sociologie rurale, par la multiplication des formes de patrimonialisation, processus par lequel « un collectif humain s'énonce comme tel par le travail de mise en collection de ce qui, de son passé, est pour lui gage d'avenir » [Micoud 2004 : 16]. La « fièvre patrimoniale » suit l'émergence de la sociologie rurale. Sa mise en perspective conforte le point de vue de ceux pour qui le changement venait aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur des

collectivités rurales, lesquelles conservaient des singularités nullement contradictoires avec les aspirations contemporaines.

Au terme d'un renversement qui étonnerait les pionniers de la sociologie rurale, les

urbains vont désormais chercher dans l'espace rural la proximité, la convivialité et le rapport à la nature qui leur font défaut. Comme si le rural était dorénavant le creuset d'une modernité expurgée de ses excès.

Bibliographie

Alphandéry, Pierre — 2001, « Les campagnes françaises, de l'agriculture à l'environnement (1945-2000). Politiques publiques, dynamiques sociales et enjeux territoriaux ». Thèse de doctorat, IEP de Paris.

Aron, Raymond — 1969, *Les désillusions du progrès*. Paris, Calmann-Lévy.

Balandier, Georges — 1985, *Le détour. Pouvoir et modernité*. Paris, Fayard.

Barral, Pierre — 1968, *Les agrariens français. De Méline à Pisani*. Paris, Armand Colin (« Cahiers de la FNSP »).

Bodson, Daniel — 1989, « Sociologie rurale ou sociologie du rural », *Recherches sociologiques* 20 (3) : 259-264.

Cefaï, Daniel — 2003, *L'enquête de terrain*. Paris, La Découverte (« Recherches »).

Chapoulie, Jean-Michel — 1991, « La seconde fondation de la sociologie française, les États-Unis et la classe ouvrière », *Revue française de sociologie* 32 : 321-364.

Dauzat, Albert — 1941, *Le village et le paysan de France*. Paris, Gallimard.

Faucher, Daniel — 1948, « Routine et innovation dans la vie paysanne », *Journal de psychologie normale et pathologique* 1 : 89-102.

Friedmann, Georges ed. — 1953, *Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France*. Paris, Armand Colin.

Halbwachs, Maurice — 1939, *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*. Paris, Librairie Marcel Rivière & Cie.

Jollivet, Marcel — 1963, « État et tendances des recherches de sociologie rurale en France », *L'Année sociologique*. — 1997, « La "vocation actuelle" de la sociologie rurale », *Ruralia* 1 : 112-132.

Jollivet, Marcel et Henri Mendras eds. — 1971, *Les collectivités rurales françaises*. Tome 1 : *Étude comparative du changement social*. Paris, Armand Colin.

Lefebvre, Henri — 1949, « La communauté paysanne et ses problèmes historicosociologiques », *Cahiers internationaux de sociologie* 6 : 78-100.

Löwy, Michael et Robert Sayre — 1992, *Révolte et mélancolie*. Paris, Payot.

Maget, Marcel — 1955, « Remarques sur le village comme cadre de recherches anthropologiques », *Bulletin de psychologie* 8 : 373-382.

Martuccelli, Danilo — 1999, *Sociologies de la modernité*. Paris, Folio (« Essais »).

Mendras, Henri — 1953, *Études de sociologie rurale. Novis et Virgin*. Préface de G. Le Bras. Paris, Armand Colin. — 1959, *Sociologie de la campagne française*. Paris, PUF (« Que sais-je ? »). — 1967, *La fin des paysans*. Paris, Armand Colin. — 1974, « Un schéma d'analyse de la paysannerie française », in M. Jollivet ed., *Les collectivités rurales françaises*. Tome 2 : *Sociétés paysannes ou lutte de classes au village*. Paris, Armand Colin : 39-58. — 2000, « L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre », *Revue française de sociologie* 41 (3) : 539-552.

Micoud, André — 2004, « Des patrimoines aux territoires durables », *Ethnologie française* 34 : 13-22.
Morin, Edgar — 1967, *Commune en France. La métamorphose de Plodémet*. Paris, Fayard.
Mormont, Catherine et Marc Mormont — 2002, « Sociabilité rurale et action environnementale », in J.-P. Sylvestre ed., *Agriculteurs, ruraux et citadins*. Dijon, Educagri : 171-192.
Nisbet, Robert — 1984, *La tradition sociologique*. Paris, PUF.
Stahl, Henri — 2005, *Les anciennes communautés villageoises roumaines*. La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube.

Résumé

Pierre Alphonandéry et Yannick Sencébé, *L'émergence de la sociologie rurale en France (1945-1967)*

Ce « retour aux origines » éclaire les conditions d'émergence des principales notions qui ont contribué à la formation de la sociologie rurale en France. Il s'inscrit dans le contexte de la modernisation des campagnes à laquelle la sociologie a été confrontée et qui a orienté ses choix théoriques et méthodologiques. Nous traiterons ici de la période 1945-1967, qui va de la reconstruction d'après-guerre à la publication de *La fin des paysans* d'Henri Mendras, ouvrage qui marque un aboutissement dans la constitution du corpus de la sociologie rurale. Ce corpus associe en effet une analyse de l'existence et des spécificités d'un monde rural distinct de la « société englobante » et une analyse du changement social dans les campagnes. Nous distinguerons deux phases successives. La première correspond à l'émergence de ce champ disciplinaire né du volontarisme modernisateur d'après-guerre et de logiques académiques encore largement inscrites dans la division ville/campagne chère aux agrariens et à la III^e République. La seconde phase voit la sociologie rurale, gagnée par les approches culturalistes, élargir ses perspectives en s'investissant, aux côtés de l'ethnologie et de la géographie, dans le travail d'inventaire des sociétés rurales, avec pour objectif d'en construire une typologie.

Mots clés

agriculture, changement et modernisation des campagnes, opposition ville/campagne, paysans et société paysanne, sociologie rurale

Stankiewicz, Guillaume — 2008, « Comment en finir avec une tradition dominante ? Rupture et continuité dans la trajectoire de Jean Stoetzel », *Revue d'histoire des sciences humaines* 18 : 137-158.

Touraine, Alain — 1984, *Le retour de l'acteur*. Paris, Fayard.

van Gennep, Arnold — 1992, *Le folklore français*. Paris, Robert Laffont (« Bouquins »).

Vannier, Patricia — 2000, « Les caractéristiques dominantes de la production du CES (1946-1968) », *Revue d'histoire des sciences humaines* 2 : 125-145.

Weber, Max — 1998 (1959), *Le savant et le politique*. Paris, Plon (« 10/18 »).

Abstract

Pierre Alphonandéry and Yannick Sencébé, *The emergence of rural sociology in France (1945-1967)*

By "returning to our origins", we gain insight into the conditions under which the major ideas took shape that contributed to the formation of rural sociology in France. The context was the modernization of the countryside. Sociology had to come to grips with this context, which oriented its theoretical and methodological choices. This article covers the period from 1945 to 1967, running from reconstruction following WWII to the publication of *La fin des paysans* [*The vanishing peasant*] by Henri Mendras, a book that was a crowning achievement in the corpus of rural sociology. This corpus combines analyses of social changes in the countryside and of the existence of a rural world with its particularities distinct from the larger, "overarching society". Two successive phases can be pointed out. The first corresponds to the emergence of this discipline out of both the determination to modernize the country after the war and the academic logics that fit into the town/country opposition cherished by agrarians and the French Third Republic. During the second phase, rural sociology, under the influence of culturalist approaches, broadened its horizon to become involved, along with ethnology and geography, in making an inventory of rural societies with the objective of drawing up a typology.

Keywords

agriculture, change and modernization in the countryside, the town/country opposition, peasants and peasant society, rural sociology